

# LA NOUVELLE FRONTIÈRE



*HENRI WEBER*

# LA NOUVELLE FRONTIÈRE

Pour une social-démocratie du XXI<sup>e</sup> siècle

*ÉDITIONS DU SEUIL*  
*25, bd Romain-Rolland, Paris XIV<sup>e</sup>*

ISBN 978-2-02-105602-0

© ÉDITIONS DU SEUIL, AOÛT 2011

Le Code de la propriété intellectuelle interdit les copies ou reproductions destinées à une utilisation collective. Toute représentation ou reproduction intégrale ou partielle faite par quelque procédé que ce soit, sans le consentement de l'auteur ou de ses ayants cause, est illicite et constitue une contrefaçon sanctionnée par les articles L. 335-2 et suivants du Code de la propriété intellectuelle.

[www.seuil.com](http://www.seuil.com)

*À Fabienne, Matthias, Clémence, Inès*



## Introduction

Sale temps pour la gauche en Europe, et singulièrement pour son navire amiral, la social-démocratie.

Les débâcles électorales se succèdent, les effectifs militants fondent, les liens avec les syndicats se distendent parfois jusqu'à se rompre.

«C'est une crise d'agonie», disent ceux qui prennent leurs désirs pour la réalité, «après les partis communistes, les partis socialistes rendent l'âme».

«C'est un creux du cycle électoral», se rassurent les ravis de la crèche social-démocrate, «après la vague bleue, reviendra la vague rose».

La thèse que je défends ici, c'est que la crise que traverse la principale force de la gauche en Europe n'est ni une crise d'agonie ni une crise de croissance, mais une crise de refondation, la troisième de sa longue et tumultueuse histoire.

### **L'adieu aux armes**

La première est survenue dans les années 1920 et 1930. Confrontés à la scission communiste, puis à l'offensive des totalitarismes fascistes et staliniens, les sociaux-démocrates

ont rompu progressivement avec le dogme de la conquête révolutionnaire du pouvoir par la violence et se sont ralliés à la voie démocratique, pacifique et parlementaire, au socialisme. Face au bolchevisme, ce « marxisme à la sauce tartare<sup>1</sup> », ils ont intégré à leur doctrine l'apport du libéralisme politique : État de droit, division et équilibre des pouvoirs, respect des procédures et des institutions parlementaires. Ils ont conservé les mêmes objectifs : la socialisation des grands moyens de production et d'échange, la gestion des entreprises par les « travailleurs associés », la régulation planifiée de l'économie.

Mais ces grandes « réformes de structure » devaient être obtenues par la conviction, le compromis, la réforme, les élections. De ce fait, les communistes avaient beau jeu de dénoncer la contradiction existant entre le caractère révolutionnaire du « programme maximum » des socialistes et le légalisme de leurs moyens. « Croyez-vous que les capitalistes et les latifundiaires vont se laisser dépouiller sans s'insurger ? » leur demandaient-ils, non sans quelque raison. « Croyez-vous qu'ils vont s'incliner sagement devant le suffrage universel, si celui-ci les prive de leurs biens ? »

Réforme ou révolution ? Participation au « gouvernement bourgeois » ou opposition radicale ? Tels étaient les débats structurants au sein du mouvement ouvrier et de la gauche d'avant guerre.

1. Charles Rappoport qualifiait la prise du pouvoir par les bolcheviks en 1917 de « blanquisme à la sauce tartare », in *Une vie révolutionnaire : 1883-1940. Les mémoires de Charles Rappoport* (texte établi et annoté par Harvey Goldberg et Georges Haupt, éd. achevée et présentée par Marc Lagana), Paris, Maison des sciences de l'homme, 1991.

## Économie sociale de marché

La seconde refondation de la social-démocratie a eu lieu dans les années 1950-1960 et est symbolisée par le congrès de Bad Godesberg du SPD allemand (1959)<sup>1</sup>. La social-démocratie rompt alors avec les objectifs marxistes de la nationalisation intégrale des entreprises et de la direction de l'économie par le plan. Elle se rallie au modèle de « l'économie sociale de marché » : une économie de libre entreprise, régulée par l'État-providence et la négociation permanente entre partenaires sociaux ; une économie mixte, combinant un secteur marchand privé dominant, un secteur public puissant, et un tiers secteur d'économie sociale. Pour maîtriser et humaniser le capitalisme, disent les leaders sociaux-démocrates d'alors, point n'est besoin d'étatiser les entreprises et d'éradiquer le marché, comme le font les communistes au pouvoir – pour le malheur de leurs peuples. Sous certaines conditions, il est possible de mettre les forces créatrices de la libre entreprise au service du progrès. Ces conditions sont l'existence d'un État démocratique avancé et d'un mouvement ouvrier puissamment organisé en syndicats, en associations et en partis politiques.

En démocratie, affirment-ils, les représentants des salariés peuvent agir sur l'économie par la loi, le droit, la fiscalité, la monnaie, le budget, les accords contractuels entre partenaires sociaux, les services publics, les entreprises nationales. Ils peuvent favoriser ainsi le plein emploi, l'augmentation régulière du pouvoir d'achat, la protection sociale des salariés, leur participation à la

1. Lors de ce congrès, qui s'est tenu à Bad Godesberg du 13 au 15 novembre 1959, le SPD rompt explicitement avec le marxisme.

gestion des entreprises, l'amélioration de leurs conditions de travail et de leur cadre de vie.

Cette social-démocratie résolument et crânement réformatrice est née dans les pays scandinaves, dès les années 1930<sup>1</sup>. Elle s'est imposée dans la plupart des pays d'Europe au cours des Trente Glorieuses (1945-1975). En raison de l'hégémonie communiste sur le mouvement ouvrier et l'intelligentsia, c'est tardivement qu'elle a gagné la France dans les années 1980-1990, dans la pratique gouvernementale d'abord, dans le discours du Parti socialiste ensuite.

### La troisième refondation

Aujourd'hui la social-démocratie se trouve acculée à une troisième refondation. En raison de la mondialisation et de la financiarisation de l'économie, bien sûr, mais aussi de la fragmentation de la société et du salariat, de l'avènement de la « société des individus » ; de l'effondrement des idéologies émancipatrices héritées du XIX<sup>e</sup> siècle qui affecte jusqu'à l'idée même de progrès. En raison enfin de l'institution de la démocratie médiatique – la vidéo-cratie – et du surgissement, aussi, de nouveaux défis face auxquels la social-démocratie semble mal armée : réchauffement climatique, montée de l'insécurité publique, flux migratoires mal maîtrisés. C'est ainsi tout l'écosystème

1. « Une politique social-démocrate », affirmait dès 1933 le Premier ministre socialiste suédois Per Albin Hansson « peut très bien être une politique qui tente de nous faire bénéficier des immenses forces que recèle l'initiative privée, avec simultanément une action étatique et sociale », cité par Alain Bergounioux et Bernard Manin, *Le Régime social-démocrate*, Paris, PUF, 1989.

politique des partis socialistes qui se trouve bouleversé. La social-démocratie est condamnée à muter ou à périlcliter.

Le contenu de cette troisième refondation est facile à énoncer, difficile à réaliser. Il se résume en quatre points :

*1. Un nouvel internationalisme.* La social-démocratie doit renouer avec l'internationalisme de ses origines : réellement penser et agir comme un acteur transnational et, pour commencer, européen<sup>1</sup>. Aucun des grands défis auxquels elle se trouve confrontée n'a désormais de solution purement nationale, tous exigent une réponse sinon internationale, du moins européenne.

C'est le cas de toute évidence de la lutte contre le réchauffement climatique et pour la défense des ressources non renouvelables ; de la régulation du nouveau capitalisme et notamment de celle, urgente, des systèmes financiers et monétaires internationaux ; de la maîtrise des flux migratoires et du développement des pays du Sud et de l'Est. De la garantie de notre sécurité collective. « Il n'y a plus de menaces à nos frontières », disait Zbigniew Brzezinski, « mais il n'y a plus non plus de frontières à nos menaces ».

Les partis socialistes le savent, leurs leaders le clament, et pourtant chacun d'eux met en œuvre, face à la globalisation, une stratégie étroitement nationale, divergente de celles de ses « partis frères », voire contradictoire.

1. Évidemment pas sous les mêmes formes organisationnelles, ni la même philosophie politique. L'internationalisme du <sup>xxi</sup>e siècle n'ignore pas la force du fait national. L'échec de la Seconde Internationale à conjurer la guerre de 1914-1918, malgré toutes les proclamations de congrès et la participation de ses chefs, même les plus radicaux – Jules Guesde, en France ! – aux gouvernements d'union sacrée, nous l'a enseigné.

L'incendie est mondial et ce sont les pompiers de chaque village qui sont appelés à éteindre le feu. Bien sûr, on peut et on doit beaucoup faire aux niveaux local, régional, national. Mais les niveaux continental et mondial sont devenus déterminants et le seront demain encore davantage.

Les partis socialistes sauront-ils dépasser leurs limites de partis nationaux ? Sauront-ils élaborer et mettre en œuvre une stratégie coopérative à l'échelle européenne et internationale ? Tel est le premier enjeu de la troisième refondation, et sans doute le principal.

C'est un objectif extraordinairement difficile à atteindre, car il va à l'encontre du « code génétique » des partis socialistes et sociaux-démocrates : ceux-ci se sont historiquement constitués comme partis nationaux, dans le cadre de leurs États-nations respectifs, qu'ils ont puissamment contribué à façonner. Les moyens d'action dont ils disposent sont pour l'essentiel nationaux, comme le sont les électeurs auxquels ils s'adressent et auxquels ils doivent rendre compte. L'aggravation de la crise économique, l'exacerbation de la concurrence internationale ravivent « l'égoïsme sacré » des nations. Si bien que les théoriciens les plus subtils de la fin de la social-démocratie imputent à son incapacité ontologique à dépasser son « être national » la raison de son inéluctable déclin et de sa probable marginalisation<sup>1</sup>.

2. *L'éco-socialisme*. En second lieu, la social-démocratie doit rompre avec le productivisme et intégrer à son programme fondamental l'apport de l'écologie politique : la préservation de notre écosystème et la défense des intérêts

1. Cf. Jean-Luc Mélenchon, *En quête de gauche*, Paris, Balland, 2007.

des générations futures. Elle doit réaliser cette synthèse, comme elle a su, au siècle dernier, réaliser la synthèse entre la doctrine socialiste et l'apport des libéralismes politique et culturel. Les partis sociaux-démocrates en ont généralement pris acte dans leur programme – quoique très inégalement –, mais beaucoup reste à faire. Là non plus les contradictions ne manquent pas : entre l'impératif social de reconquête du plein emploi, qui exige un sentier de haute croissance, et celui, écologique, de la transition vers une économie sobre en carbone et en matières premières, l'harmonie ne va pas de soi.

Au-delà de la question de la défense de la nature, les socialistes doivent être porteurs d'un projet de civilisation. L'éco-socialisme du *xxi*<sup>e</sup> siècle ne doit pas seulement lutter pour une « société de bien-être », de justice sociale et de préservation de l'environnement. Il doit promouvoir aussi une « société du bien-vivre »... où chaque individu pourrait accomplir toutes les potentialités dont il est porteur, et notamment les plus hautes : exercer sa liberté, accéder à la culture, donner libre cours à sa créativité, densifier ses liens sociaux.

3. *Un nouveau militantisme.* Les partis sociaux-démocrates doivent, en troisième lieu, inventer la forme-parti et les pratiques militantes du *xxi*<sup>e</sup> siècle. Les citoyens modernes sont beaucoup plus cultivés, informés, éduqués, qu'ils ne l'étaient au siècle précédent. Beaucoup plus sceptiques aussi, après l'effondrement des « grands récits » et des « grands desseins » qui ont forgé l'imaginaire de la gauche. Et beaucoup plus individualistes, volatils, « consommateurs ». Internet leur confère des nouveaux moyens de communication, d'action, d'organisation. La structuration de l'espace public par les grands médias audiovisuels modifie en profondeur les règles du jeu démocratique. Les

modes d'organisation et les formes d'action des partis ne correspondent plus à ce nouveau contexte.

La rénovation organisationnelle des partis socialistes est donc aussi importante que leur rénovation programmatique et idéologique. Beaucoup d'expériences ont été accumulées ; elles demandent à être théorisées et systématisées.

*4. Les alliances.* Les partis socialistes doivent réinventer enfin leur stratégie d'alliance : la différenciation et la fragmentation du salariat compliquent en effet de plus en plus l'unification politique des bases sociales de la gauche. Les classes populaires – ouvriers et employés – aspirent à davantage de protection et à plus d'État. Les classes moyennes salariées, à moins d'impôt et à plus de choix. Une partie des premières est tentée par les populismes de droite et de gauche. Une partie des secondes par le « post-matérialisme » des Verts ou des « libéraux démocrates ». La triple alliance préconisée par les partis socialistes dans les années 1980-1990, entre les classes populaires, les classes moyennes salariées et les exclus, devient problématique.

## **Carence des moyens**

Les partis sociaux-démocrates sauront-ils réussir leur troisième refondation, comme ils ont su réussir lentement, laborieusement, les deux premières ? « Je le crois et je l'espère », comme disait Léon Blum, « je le crois parce que je l'espère ». Ces partis ont toujours su faire preuve d'une grande capacité d'adaptation et de rénovation, là est le secret de leur longévité. Le SPD allemand a été fondé en 1875, le SAP suédois en 1889, le PS français, benjamin de la bande, en 1905.

Mais je n'ignore pas non plus que cette nouvelle mutation sera plus difficile que les précédentes.

Les deux premières refondations de la social-démocratie se sont produites dans un cadre politique préexistant, celui des États-nations et du capitalisme national. La communauté nationale constituait un groupe d'appartenance fort – plus fort que la classe sociale, on allait s'en apercevoir en 1914 – et un espace de solidarité. Les institutions de l'État offraient un cadre et un levier pour agir sur la société.

La troisième refondation s'opère quant à elle dans la « jungle des Nations » et dans un capitalisme financier mondialisé. Les sentiments d'appartenance à la communauté internationale, de solidarité avec les frères humains, sont plus abstraits... quand ils existent.

Les moyens d'action traditionnels dont disposait la social-démocratie pour réaliser ses objectifs – le parti ouvrier de masse, les confédérations syndicales, l'État national-démocratique – sont de moins en moins efficaces. Les institutions nouvelles qu'elle s'efforce d'édifier pour pallier cette carence sont encore embryonnaires, insuffisantes et/ou dominées par ses adversaires conservateurs libéraux.

Embryonnaires les institutions chargées d'assurer une gouvernance mondiale : l'ONU et ses agences spécialisées, OMS, OIT, UNESCO, FAO, PNUE<sup>1</sup>...

Insuffisante l'Union européenne, qui sur toutes les questions essentielles doit décider à l'unanimité de ses vingt-sept États membres, se condamnant elle-même à peu décider, dans un monde qui appelle sans cesse davantage de décisions, souvent déchirantes.

1. OMS : Organisation mondiale de la santé ; OIT : Organisation internationale du travail ; UNESCO : Organisation des Nations unies pour l'éducation, la science et la culture ; FAO : Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture ; PNUE : Programme des Nations unies pour l'environnement.

Contrôlés par les États-Unis et le milieu international des affaires, la Banque mondiale et le FMI, malgré les efforts méritoires de son actuel président<sup>1</sup> pour l'ouvrir davantage aux pays du Sud et aux politiques keynésiennes.

Embryonnaires encore les grandes institutions régionales qui cherchent à promouvoir l'intégration économique d'un sous-continent : MERCOSUR, ALENA, ASEAN, CEDEAO, CEEAC<sup>2</sup>...

La social-démocratie internationale doit apporter des réponses nouvelles aux problèmes majeurs du XXI<sup>e</sup> siècle, et forger simultanément le cadre politique et les moyens d'action nécessaires pour faire prévaloir ses solutions : position difficile et éminemment inconfortable, qui contraint souvent au bricolage et aux compromis défensifs. Et voilà pourquoi la social-démocratie est en crise.

Cette situation n'est nullement sans issue. Et voilà pourquoi cette crise n'est pas d'agonie, mais de mutation.

Nous analyserons dans ce livre les nouvelles conditions d'action de la gauche en ce début de siècle, sans prétendre à l'exhaustivité. Nous verrons ensuite les différentes réponses que les partis socialistes et sociaux-démocrates ont apportées à ce bouleversement de leur écosystème politique : leurs « nouvelles voies ». Nous nous attarderons enfin sur certains axes majeurs de la troisième refondation.

1. Dominique Strauss-Kahn a pris ses fonctions le 1<sup>er</sup> novembre 2007.

2. MERCOSUR : Communauté des pays de l'Amérique du Sud (esp : *Mercado Común del Sur*) ; ALENA : Accord de libre échange nord-américain ; ASEAN : Association des nations de l'Asie du Sud-Est ; CEDEAO : Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest ; CEEAC : Communauté économique des États d'Afrique centrale.

## CHAPITRE I

# Les nouvelles conditions d'action de la gauche

La crise de la gauche a des causes profondes et multiples. Il ne suffit pas de les énumérer, il faut les hiérarchiser. La première et la plus importante d'entre elles réside dans l'évolution du capitalisme contemporain lui-même.

Dans le dernier quart du xx<sup>e</sup> siècle, nous sommes passés progressivement, en Occident, d'un capitalisme national et industriel à un capitalisme mondialisé et dominé par la finance.

### Les mutations du capitalisme

Les marchés, les entreprises, la production se sont globalisés ; les États, les partis, les syndicats sont restés, pour l'essentiel, des acteurs nationaux. Le capitalisme financier a conquis l'hégémonie au sein du monde des affaires et institué un nouveau modèle économique, qui lui permet de prélever la part du lion sur les richesses produites. La révolution numérique a facilité la fragmentation de la chaîne de production et la délocalisation des entreprises. Le ralliement de l'ex-URSS et de la Chine au capitalisme sauvage et la fin des expériences de « développement autocentré » dans les grands pays émergents

(Inde, Brésil...) ont mis en concurrence les salariés occidentaux avec 1,5 milliard de prolétaires du Sud, taillables et corvéables à merci.

Le centre de gravité de l'économie-monde s'est déplacé vers l'Asie où se trouvent les nouveaux marchés en croissance rapide. Dans le champ des idées, le libéralisme économique a fait un retour en force au début des années 1980 (et plus encore dans les années 1990, après l'effondrement du communisme) et s'est imposé comme idéologie dominante, sinon comme « pensée unique ».

Chacune de ces évolutions a contribué à affaiblir le salariat et à renforcer, à l'inverse, la puissance des détenteurs du pouvoir économique privé : chefs d'entreprise et opérateurs financiers. Les rapports de force économiques, sociaux, politiques, idéologiques, sur lesquels reposait le compromis social-démocrate d'après guerre, ont été rompus au détriment des salariés et des États-nations.

Libre de sa localisation, le capital met en concurrence les territoires et privilégie les moins-disants fiscal, social, environnemental. Il exige des « retours sur investissement » rapides et à deux chiffres pour les actionnaires, la « flexibilité » et la réduction du coût du travail pour les salariés. Il promeut le modèle anglo-saxon de capitalisme et stigmatise les modèles européens continentaux – rhénan et scandinave – trop portés, selon lui, sur la réglementation et la taxation.

Dans ces conditions, les syndicats et les partis de gauche, mais aussi les États-nations de la vieille Europe sont acculés à la défensive. La mondialisation de l'économie induit l'impuissance croissante du politique. Il suffit de considérer la danse du ventre à laquelle se livrent les États européens devant les marchés et les agences de notation, pour le mesurer. C'est à qui présentera le plan de rigueur

le plus dur. Les gouvernements savent bien que la synchronisation de ces plans a toute chance de provoquer une nouvelle récession en Europe ou, dans le meilleur des cas, une longue stagnation : une ou deux « décennies perdues », comme au Japon, alors que les « grands émergents » accélèrent l'allure. Mais la peur d'une dégradation infligée par Moody's, Standard & Poor's, ou Fitch Ratings est la plus forte.

Cette impotence croissante du politique est particulièrement préjudiciable à la gauche, qui prétend transformer la société par la loi et les contrats. Mais elle n'épargne pas non plus la droite qui voit gonfler son aile populiste.

Certes la « seconde mondialisation » est très inégale selon les secteurs. Elle est quasiment accomplie pour les marchés financiers : les capitaux se déplacent librement à la vitesse de la lumière sur toute la planète. Elle est encore principalement régionale pour les marchandises et les services. Beaucoup de secteurs de l'économie restent, de fait ou de droit, à l'abri de la concurrence internationale et la plupart des échanges se font à l'échelle continentale plutôt que mondiale. 88 % de la production américaine sont écoulés en Amérique du Nord, 12 % seulement étant exportés dans le reste du monde, 84 % des biens et services produits en Europe sont consommés en Europe ; l'Union européenne ne dépend du reste du monde que pour 16 % environ de son PIB. Les exportations de l'Allemagne vers les autres pays européens sont neuf fois plus importantes que celles destinées à la Chine. La plupart des grandes entreprises multinationales – 76 000, dont plus de 800 000 filiales – qui produisent 30 % du PIB mondial, conservent une base nationale et restent liées à leur société nationale d'origine. Les vraies entreprises mondiales, celles qui se sont défaites de toute allégeance

vis-à-vis d'un espace politique particulier existant, mais sont loin d'être dominantes<sup>1</sup>.

La tendance, toutefois, ne fait guère de doute. La crise économique ouverte en 2008 a encore accru la concentration dans le secteur des banques et des compagnies financières ; l'exacerbation de la concurrence internationale, dopée par « l'émergence des émergents », accélère la concentration dans les secteurs des biens et des services.

Les puissances moyennes de la zone euro ont perdu les instruments qui leur permettaient de réguler leur économie nationale face à « l'exubérance irrationnelle des marchés<sup>2</sup> » : elles ont perdu l'arme monétaire avec la disparition de leur monnaie nationale et la reconnaissance de l'indépendance de la Banque centrale européenne (BCE) ; l'arme budgétaire en raison du niveau de leur endettement, qui ne leur laisse d'autre choix que la réduction, plus ou moins étalée dans le temps, de leurs déficits ; l'arme fiscale, du fait de la compétition au moins-disant qui incite aux réductions, de droit ou de fait : niches fiscales et stratégies d'optimisation aidant, on apprend que les groupes du CAC 40 sont imposés à 8 % de leurs bénéfices tandis que les PME le sont à 33 % ; l'arme salariale, enfin : l'État impécunieux ne donne plus de « coup de pouce » au SMIC, bloque, quand il ne les réduit pas, les salaires des fonctionnaires, soutient la fermeté patronale en matière de rémunérations.

1. À ce sujet, voir la réponse d'Élie Cohen, in *L'Ordre économique mondial. Essai sur les autorités de régulation* (Paris, Fayard, 2000) à Kenechi Ohmae, *The End of Nation State. The Rise of Regional Economies* (Londres, Harper Collins, 1995).

2. Alan Greenspan, discours du 12 mai 1996, <http://www.federalreserve.gov/boarddocs/speeches/1996/19961205.htm>.

Une nouvelle alliance,  
Une approche politique de la question sociale  
(avec Laurent Baumel)  
*Plon, notes de la Fondation Jean Jaurès, 2002*

Le Bel Avenir de la gauche  
*Seuil, 2003*

Lettre recommandée au facteur  
*Seuil, 2004*

Faut-il liquider Mai 68 ?  
*Nouvelle édition, Seuil, 2008*

## **Le Seuil s'engage pour la protection de l'environnement**

Ce livre a été imprimé chez un imprimeur labellisé Imprim'Vert, marque créée en partenariat avec l'Agence de l'Eau, l'ADEME (Agence de l'Environnement et de la Maîtrise de l'Énergie) et l'UNIC (Union Nationale de l'Imprimerie et de la Communication).

La marque Imprim'Vert apporte trois garanties essentielles :

- la suppression totale de l'utilisation de produits toxiques ;
- la sécurisation des stockages de produits et de déchets dangereux ;
- la collecte et le traitement des produits dangereux.



RÉALISATION : PAO ÉDITIONS DU SEUIL  
IMPRESSION : NORMANDIE ROTO IMPRESSION S.A. À LONRAI  
DÉPÔT LÉGAL : AOÛT 2011. N° 105584 (00000)  
IMPRIMÉ EN FRANCE